

Réflexions sur les nécessités, les insuffisances et les limites européennes

par Alfred FRISCH

Directeur de la revue « Les Problèmes de l'Europe ».

★

Dans les milieux dits européens, les théoriciens et encore davantage les esthètes de la politique ont largement répandu un pessimisme européen paralysant. Il est de bon ton de douter du présent et de l'avenir et de pleurer sur les occasions perdues, qui risquent d'enlever à l'unification européenne ses dernières chances. Nous ne croyons pas qu'une Europe valable sortira jamais des larmes versées devant le mur de lamentations. Nous nous refusons, en même temps, d'accepter des distinctions savantes - ou démagogiques - entre l'Europe des réalités et l'Europe des idéologies, entre les maximalistes et les minimalistes, parce que nous sommes profondément convaincus que l'Europe se fait et se fera tous les jours grâce à une action permanente, qui met pierre sur pierre et qui sera surtout inspirée par la conviction profonde que la mise en place progressive d'une véritable communauté européenne est une nécessité absolue pour les peuples de notre continent. Il est sans doute normal d'essayer en toutes circonstances de réaliser le plus grand progrès possible, mais on fera parfois aussi bien de se contenter d'un tout petit pas, si des résistances encore trop grandes s'opposent à la réalisation immédiate de notre projet ambitieux.

Pour placer les propos et réflexions qui suivent dans un juste contexte et pour éviter des interprétations erronées, il est peut-être bon de savoir que l'auteur de cet article a commencé à militer dans le Mouvement européen comme lycéen entre les deux guerres mondiales après avoir été enthousiasmé par le premier manifeste européen de Coudenhove-Kalergi. Immédiatement après la guerre, il a été un des rédacteurs bénévoles du premier hebdomadaire français exclusivement consacré à la cause européenne et qui avait choisi comme devise une phrase du premier ministre britannique de l'époque, Clément Attlee « Se fédérer ou mourir ». Ensuite

il n'a jamais cessé de mettre sa plume et aussi sa parole au service de l'Europe, d'une communauté aussi intégrée et aussi structurée que possible. Etant exclusivement un observateur — engagé, sans doute, mais sans ambition politique — on ne saurait pas non plus le suspecter d'opportunisme, car une telle attitude ne serait pour lui d'aucune utilité, ni directe, ni indirecte, ni immédiate, ni lointaine.

Dans des réunions internationales sérieuses, des hommes parfaitement sensés n'hésitent pas d'affirmer que, d'une part, pour les jeunes l'Europe n'est plus un sujet de discussion, parce que l'abolition des barrières nationales de toutes sortes est pour eux un acquit et, d'autre part, que rien n'a été fait pour adapter les structures européennes à cette mentalité ouverte, progressiste, dynamique et révolutionnaire des jeunes. De telles constatations, malheureusement fréquentes, sont à la fois contradictoires, creuses, loin des réalités et nuisibles. Malheureusement, pour la plupart des jeunes, l'Europe n'est point une préoccupation politique. S'ils déclarent rapidement que pour eux l'Europe est faite, ils en déduisent aussi rapidement qu'ils ne se sentent pas obligés de s'occuper de sa mise en place et qu'ils ont le droit plus ou moins sacré de se plaire dans l'indifférence et la passivité politiques. Par ailleurs, cette Europe « faite » des jeunes est encore beaucoup plus éloignée de l'idéologie ou du dogme européen que l'Europe des réalités des gaullistes, car sauf une toute petite minorité de militants européens, les jeunes se laissent guider par des considérations fort pratiques, qui se résument dans la plus parfaite liberté de circulation des communications et des contestations, à laquelle s'allie pour les meilleurs entre eux un fort louable sentiment humain.

Quant à la deuxième partie de ce jugement sommaire, elle semble avoir une double motivation psychologique ou plutôt pathologique. Les mêmes qui à travers nos pays européens s'indignent avec ironie et sarcasme contre la conviction du Général de Gaulle que l'intendance suivra et que les données économiques n'ont donc qu'une importance secondaire, se détournent aujourd'hui, obsédés par un curieux complexe, presque honteusement de l'Europe économique, de cette horrible Europe marchande, qui élabore péniblement des règlements de toutes sortes, en se perdant dans des considérations subalternes sur la qualité du vin ou le commerce des crevettes. Ils condamnent cette Europe économique comme l'expression supertechnocratique de la société de consommation, loin de leurs nobles aspirations vers la plus haute justice sociale et vers la suprématie incontestable des grandes valeurs humaines, spirituelles et culturelles. Après une telle élévation de l'esprit, ces supereuropéens insatisfaits oublient tout simplement que l'Europe économique existe et que dans le domaine politique son poids devient chaque jour plus grand.

Le deuxième motif psychologique qui mène à une appréciation erronée de la situation européenne provient de la difficulté que la majorité des hommes rencontre en face du facteur temps. Très souvent, la marge entre une minute et l'éternité est extrêmement faible dans l'esprit et la sensibilité des êtres humains. Il y a cette autre difficulté, plus grave dans le domaine politique et économique, de se dégager de la vision permanente du court terme en faveur du moyen et du long terme. Par ailleurs, la pensée prospective, qui fait entrer dans les calculs les conséquences ultérieures d'une évolution prévisible et l'interdépendance des facteurs en mouvement ou en transformation, est encore le privilège d'une petite minorité. Les théories de plus en plus courantes et vulgarisées sur l'accélération du processus de l'histoire et sur la révolution permanente résultant du progrès technique troublent de leur côté les esprits en faussant considérablement les proportions, d'autant plus que les gens oublient avec une rapidité étonnante les plus graves erreurs des prévisions et calculs à plus long terme. Depuis la fin de la guerre, presque aucune prévision sur les grandes tendances d'évolution de l'économie et de la technique n'a résisté à la réalité. Enfin, dans l'esprit des hommes, le temps écoulé est toujours plus pesant, plus lourd et plus lent que le temps à venir, de telle sorte que l'homme a continuellement l'impression d'être dépassé par les événements et de souffrir à cause des occasions perdues.

La lune et l'Europe.

Revenons néanmoins d'une façon plus concrète à l'Europe. Le manifeste paneuropéen de Coudenhove-Kalergi a été publié environ en même temps que les premières brochures de Wernher von Braun sur les vaisseaux spatiaux capables d'atteindre la lune. Moins d'un demi siècle plus tard, les hommes ont marché sur la lune, tandis que les fondements d'une Europe unie ont été solidement mis en place, de telle sorte que tous les hommes responsables parlent désormais sans exagération d'une situation irréversible, d'autant plus que le principe d'une monnaie commune est acquis et que tous savent que cette monnaie commune conduira inévitablement vers une superstructure politique au moins confédérale. L'Europe et la conquête de l'espace ont été au même moment une parfaite utopie. Le progrès technique a été grandement favorisé par les recherches et les réalisations militaires de la dernière guerre, mais cet affrontement horrible aurait normalement dû retarder l'évolution politique de plusieurs décennies.

Or, tandis que le monde manifeste une admiration à la fois béate et effrayée pour une prétendue accélération extraordinaire du progrès tech-

nique, il assiste à ce qu'on peut appeler de bon droit un miracle européen avec indifférence ou même avec un esprit sarcastiquement critique. Pourtant, ceux qui avaient repris en 1945 le bâton du pèlerin européen étaient tellement loin de toute illusion et tellement conscients des difficultés de leur tâche qu'aucun parmi eux n'aurait au départ cru à la possibilité de pouvoir faire fonctionner la première Communauté Européenne, celle du Charbon et de l'Acier, dès 1952. Par la suite, tous les observateurs avaient sous-estimé la force du réveil de la conscience européenne due aux débats violents sur la Communauté Européenne de Défense (CED), dont l'échec devait rapidement conduire à la signature du traité de Rome, un progrès que strictement personne aurait osé s'imaginer durant cette nuit d'août fatale dans laquelle le parlement français a rejeté la CED. Et en 1958, lorsque le Marché commun fut mis en place, qui aurait eu seulement la témérité de prédire la réussite de l'opération au moment où la France se débattait dans des difficultés économiques et financières considérables et où l'apparition du Général de Gaulle avec ses convictions nationalistes pouvait faire redouter le pire. Cet obstacle surmonté, grâce à l'élaboration de la politique agricole commune et à la solution de la grave crise provoquée par le Général de Gaulle en 1965, qui aurait cru possible l'adoption d'un plan par étapes menant vers la monnaie européenne commune peut-être jusqu'en 1980 ?

Dans ces conditions, on comprend mal le pessimisme qui sévit si pernicieusement dans de nombreux milieux européens. Il ressemble beaucoup plus à un véritable masochisme qu'à une appréciation réaliste de la situation. On trouve normal que selon l'avis des experts les plus qualifiés l'énergie atomique n'atteindra une rentabilité incontestable que vers 1985, soit 40 ans après l'explosion de la première bombe atomique, c'est-à-dire après la première utilisation de l'énergie de fission. Mais les mêmes personnes crient cependant au scandale ou répandent le désespoir parce que la constitution d'une communauté européenne politique digne de ce nom demandera approximativement le même délai, avec cette grande différence que les professions de foi d'une petite minorité européenne prononcées et publiées en 1945 étaient loin d'avoir la même force explosive que la bombe d'Hiroshima.

Les délais pour la construction de fédérations ou de confédérations ont d'ailleurs toujours été fort longs. Aux États-Unis, le pouvoir central ne s'est imposé d'une façon suffisante qu'après la guerre de sécession. En Allemagne, la première décision non exécutée d'une union douanière remonte à 1815. En 1828, quelques unions douanières partielles ont été réalisées entre la Prusse et le pays de Hesse d'un côté, ainsi qu'entre la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, de même qu'entre divers petits États de l'Allemagne du Nord. Le Zollverein proprement dit a été créé

en 1834, mais n'a couvert toute l'Allemagne qu'après 1850. La fédération allemande sous la forme du Reich a finalement vu le jour en 1871, c'est-à-dire 56 ans après la première décision en faveur d'une union douanière. Or, en Amérique aussi bien qu'en Allemagne, la construction fédérale a bénéficié d'éléments communautaires très forts, à la fois historiques, linguistiques et culturels, tandis que l'Europe se trouve en face de diversités non négligeables, qui donnent aux forces nationales des justifications d'un tout autre ordre qu'aux éléments qui se sont opposés en Allemagne et en Amérique à la réalisation de véritables fédérations.

Nous nous permettons donc de considérer certaines précipitations européennes comme ahistoriques et même comme antihistoriques, d'autant plus que l'accélération du progrès technique est largement exagérée et qu'il est, en outre, admis par tous que la mentalité des peuples est nettement en retard par rapport au progrès technique. On ne rend pas non plus service à l'œuvre européenne, en faisant apparaître en permanence le spectre de l'occasion historique définitivement perdue. Puisque la société humaine et les rapports internationaux se trouvent continuellement en mouvement, puisque sur le ciel mondial, des étoiles montent et descendent avec des rapports de forces variables, on voit mal pourquoi une Europe unie ne pourra pas s'assurer une place à tout moment, dès qu'elle aura la volonté et la capacité de faire entendre sa voix. On ne saurait comparer l'évolution de l'histoire à une vie humaine. Une communauté des peuples ne perd pas de la même façon son temps et les occasions qu'un homme, dont les années d'action sont nécessairement comptées. Si l'on avait donné raison aux mauvaises augures, l'unité européenne aurait déjà été définitivement condamnée au moment de l'échec de la CED. Il est sans doute regrettable que le retard de presque dix ans de la collaboration politique en raison de l'échec du plan Fouchet ait de plus en plus éliminé les pays européens de la scène mondiale, laissant le terrain libre pour les discussions bilatérales américano-soviétiques, mais ce retard n'a nullement créé une situation définitive. Dès que l'Europe se présentera sur l'échiquier international avec une politique commune, il sera fort difficile sinon impossible pour les Etats-Unis et l'Union Soviétique de l'en écarter, car ces puissances mondiales devront tenir compte du potentiel économique, géographique et humain d'une Europe unie.

Quel fédéralisme ?

Les discussions et les réflexions sur les données européennes sont, en outre, faussées par une mauvaise conception du fédéralisme. Le chemin à parcourir pour créer une Europe à l'image du fédéralisme expérimenté en

Allemagne ou aux Etats-Unis est beaucoup moins long que celui qui sépare les réalités nationales actuelles et la philosophie fédéraliste issue de cerveaux français familiarisés pendant des siècles avec un centralisme excessif. L'idée européenne se heurte à des oppositions parfaitement inutiles, simplement parce que sa conception fédéraliste a été principalement inventée par des hommes politiques ou des théoriciens baignés dans le centralisme, notamment français et italien, au lieu d'être le reflet de la réalité fédérale allemande ou suisse. La fédération européenne imaginée par ces théoriciens était donc souvent très proche d'un super-Etat qui laissait peu de liberté de mouvement à ses éléments fédérés. Même le plan Werner pour l'union monétaire pêche par un excès de centralisme, en négligeant le fait que les *länder* allemands disposent d'une liberté budgétaire assez considérable, qui a d'ailleurs fortement gêné dans le passé la politique conjoncturelle du gouvernement central allemand. Ce dernier souhaite, par conséquent, modifier la constitution dans le sens d'une plus grande concentration des pouvoirs budgétaires et financiers. Pourtant, l'Allemagne a un système monétaire qui fonctionne fort bien. Certes, les droits des *länder* sont parfois trop importants, compte tenu des nécessités de notre monde, mais l'expérience allemande a néanmoins démontré que l'on peut laisser aux éléments fédérés une assez large liberté de mouvement sans mettre en danger l'œuvre commune. Ce n'est certainement pas la tâche de la Communauté Européenne d'anticiper pour ainsi dire les révisions constitutionnelles envisagées à présent en Allemagne, sans que leur aboutissement sur le plan allemand soit déjà certain.

Il est aussi bon de rappeler que les Etats-Unis constituent une unité solide avec les disparités fiscales considérables entre leurs différents Etats, notamment la fiscalité indirecte. L'harmonisation des réglementations de toutes sortes laisse également à désirer. Bien entendu, ces différences de régime d'un Etat à l'autre sont souvent gênantes, mais elles n'ont jamais été considérées comme des obstacles majeurs pour le fonctionnement de l'Etat américain, et personne n'aurait l'idée de voir dans l'harmonisation fiscale une condition préalable pour la construction de la fédération américaine ou allemande. Les mêmes considérations s'appliquent à l'harmonisation du système universitaire et de l'enseignement en général. Il y a quelques années, même le début de l'année scolaire n'avait pas été unifié en Allemagne, où l'on est encore bien éloigné de l'harmonisation de l'enseignement des diverses universités. L'équivalence des diplômes se heurte également parfois à des limites curieuses. En principe, un étudiant qui a obtenu son diplôme final dans la faculté des Lettres d'un *land* n'est pas admis dans l'enseignement public d'un autre *land*. Dans l'enseignement comme dans de nombreux autres domaines, l'exigence d'une harmonisation européenne aussi parfaite et aussi rapide que possible est

la conséquence directe des habitudes centralisatrices de la France et accessoirement aussi de l'Italie et des Pays-Bas, au moment même où la France et l'Italie progressent sur le terrain de la régionalisation et commencent à devenir conscientes des mérites de l'autonomie dans nombreux secteurs de la vie publique.

D'une façon fort malheureuse à notre avis, le fédéralisme européen a fait mauvaise route pendant 20 ans, en souhaitant pour la Communauté Européenne un maximum de compétences et de pouvoirs au lieu d'établir un programme minimum. Le transfert des pouvoirs des Etats nationaux vers la soi-disante fédération européenne a été conçu comme un principe politique au lieu d'être déterminé par des besoins quotidiens. Il est plus réaliste et plus sage de ne demander pour une confédération ou une fédération européenne que des pouvoirs strictement limités, indispensables pour son fonctionnement et découlant d'ailleurs de ce fonctionnement. Dans toutes les fédérations existantes, le déplacement des pouvoirs des autorités locales vers des autorités centrales est le résultat d'un processus permanent. Au départ, le gouvernement central a toujours été assez faible. On confond aussi trop facilement institutions et autorité, et on oublie qu'il est parfois plus important pour un organisme quelconque d'être doté de compétences que d'obtenir sur le papier des pouvoirs dont l'exercice se heurte à la réalité d'autres compétences bien installées. Puisque dans les faits, les fédérations sont une création continue et leurs pouvoirs les conséquences d'une coexistence non pas seulement acceptée, mais sans cesse à nouveau souhaitée, elles doivent beaucoup plus à l'empirisme et même à certaines improvisations plus ou moins technocratiques qu'à un esprit juridique rigoureux. L'idée européenne a donc incontestablement doublement souffert du centralisme et du juridisme français, dont les ravages ont été d'autant plus graves que la grande majorité des théoriciens d'Europe ont été dans la période d'après-guerre de formation ou d'inspiration française.

L'Europe totale.

Depuis quelque temps, une nouvelle maladie se répand : le perfectionnisme ou l'absolutisme européen. Il ne suffit plus de créer un cadre permettant à une grand ensemble de peuples une action commune, mais un système complet et parfait, donnant à la société européenne une structure nouvelle avec des ramifications multiples, notamment dans le domaine économique et social, - comme si la NASA américaine établissait déjà un programme pour l'installation d'entreprises minières et de cités futuristes sur la lune.

On assiste donc à une grande confusion sur les finalités de l'Europe, due en partie à l'arrivée de nouvelles générations, mais en partie aussi au manque de sérieux ou de dignité de la génération d'hommes politiques encore en place. Ces derniers constatent souvent avec un mélange de satisfaction et de cynisme que dans l'esprit des jeunes, l'Europe est déjà faite, mais que sur le terrain pratique les anciennes structures sociales se maintiennent obstinément, avec ce triste résultat que la jeunesse tourne le dos à la construction européenne. Dans un autre esprit, les jeunes posent alors la question pour quel but on veut réaliser l'unité européenne et refusent de participer à une construction qui risque de ne pas être conforme à leur désir. Ils exigent ainsi une Europe sociale ou une Europe libérée de la société de consommation sans se soucier des majorités démocratiques et des réalités économiques. Or, lorsqu'on veut se rendre compte des progrès européens et des difficultés qui restent à surmonter, il faut retourner pour ainsi dire aux sources et se demander si les raisons de l'œuvre d'unification qui ont été à la base de l'action des premiers Européens de 1945, et aussi de leurs précurseurs, ont conservé leur actualité, ce qui nous paraît évident.

Coudenhove-Kalergi et Briand, sans succès après la première guerre mondiale, Schuman, Adenauer et de Gasperi avec une réussite incontestable après la deuxième guerre mondiale, ont vu d'un commun accord dans la construction européenne le seul moyen pour mettre fin aux rivalités sanglantes entre les peuples de ce continent et pour éliminer définitivement de la scène européenne le nationalisme comme facteur politique déterminant. La Communauté du Charbon et de l'Acier, proposée par Robert Schuman le 9 mai 1950, avait été principalement et même presque exclusivement motivée par la neutralisation politique et psychologique de l'industrie lourde, qui avait été pendant longtemps le nerf de la guerre et un foyer de nationalisme insensé. Si aujourd'hui un affrontement militaire et même politique entre les pays de l'Europe occidentale est devenu inconcevable, ce progrès énorme dans les esprits et dans les réalités politiques ne signifie nullement que l'objectif premier de la construction européenne est dès à présent atteint, car le nationalisme subsiste sous différentes formes, et l'unité européenne ne sera guère réalisée aussi longtemps qu'il n'aura pas totalement disparu.

La deuxième motivation est d'ordre économique : la création d'un marché suffisamment vaste afin que les entreprises installées sur le sol européen puissent acquérir une taille mondiale et deviennent dans tous les secteurs concurrentielles avec celles des puissances économiques mondiales, les Etats-Unis et, à moindre degré, l'Union Soviétique. Bien entendu, on a aussi donné aux traités européens une finalité sociale, en constatant tout d'abord que l'unification économique suppose une harmonisation

sociale et qu'une plus large division du travail ainsi qu'une forte concentration des entreprises à l'intérieur de l'Europe risque de provoquer quelques bouleversements sociaux qui doivent être compensés par des mesures appropriées en faveur du reclassement de la main-d'œuvre. Dès le départ, on a eu, en outre, la conviction que le progrès économique obtenu par l'unification européenne devra être mis au service du progrès social, voyant dans la construction européenne le meilleur moyen pour améliorer le sort des travailleurs sur notre continent.

Quoi qu'il en soit, l'œuvre européenne a consisté et consiste encore avant tout dans la mise en place progressive d'un cadre permettant le plein épanouissement d'une nouvelle communauté dans le double domaine économique et politique. Ce n'est qu'après l'installation solide de ce cadre qu'on pourrait utilement se pencher sur les mesures destinées à le remplir dans ses différents secteurs. En toutes circonstances, la construction du cadre doit encore rester prioritaire, parce que aussi longtemps que ce cadre ne sera pas suffisamment solide, tout effort en vue de son aménagement sera aléatoire et compliquera la construction de la bâtisse européenne. Il est toujours dangereux de mélanger les genres et de vouloir attraper la lune lorsqu'on n'a pas encore solidement pied sur la terre.

Ceux qui réclament que l'Europe soit sociale ou socialiste avant qu'elle n'existe politiquement et économiquement d'une façon définitive, auraient à la rigueur raison avec leur méfiance ou leur prudence si l'unification européenne changeait fondamentalement ou seulement d'une façon sensible les données sociales, de telle sorte qu'une protection contre la détérioration s'impose. Or, l'expérience vécue a prouvé que ce n'est nullement le cas et que, bien au contraire, la collaboration économique européenne a largement contribué à l'augmentation du niveau de vie de même qu'à l'amélioration des conditions de travail, sans parler de l'effet contagieux des mesures sociales nationales plus avancées au delà des frontières. L'harmonisation de la politique sociale se fera nécessairement vers le haut et certainement pas vers le bas.

Pourtant, les défenseurs de l'Europe socialiste, considérée comme condition préalable de leur participation à l'œuvre européenne, font remarquer que la création du Marché commun s'accompagne d'une extraordinaire concentration industrielle et risque de livrer les travailleurs sans défense à des trusts superpuissants. Cette vue des choses est doctrinairement aveugle. Outre-Atlantique, la concentration industrielle n'a nullement gêné le progrès social, ni le développement de syndicats extrêmement influents. Le syndicalisme américain n'aurait jamais eu l'idée de se présenter comme défenseur des petites et moyennes entreprises, parce qu'il a rapidement compris que le niveau des salaires est fonction de la prospérité des entreprises et qu'il est infiniment plus facile d'obtenir de grandes

sociétés bien organisées un niveau salarial élevé que d'une masse de petites ou moyennes entreprises, d'autant plus que les trusts sont financièrement beaucoup plus vulnérables par des grèves que les entreprises familiales. La méfiance qu'on cultive en Europe actuellement parmi les salariés envers les trusts n'a rien à faire avec le progrès social. Sa source est strictement politique, ou, plus clairement exprimé, marxiste - léniniste.

A notre avis, le mouvement syndical, trop fortement marqué par le communisme en France et en Italie, et pas entièrement libéré ailleurs de la tradition socialo-marxiste, n'a pas encore saisi sa chance européenne. Tandis que le capitalisme s'oriente de plus en plus vers des sociétés multi-et transnationales, il est resté figé dans ses limites nationales, en se battant trop souvent contre les gouvernements nationaux au lieu de s'adapter dynamiquement aux dimensions européennes. Peut-être à la base se trouve partout cette erreur fondamentale de croire qu'on puisse profiter d'un système en refusant de s'y intégrer. Les syndicats américains, par contre, avaient toujours accepté l'intégration comme une donnée normale.

Rien n'aurait en tout cas empêché les syndicats ouvriers d'essayer d'influencer par tous les moyens les mécanismes européens afin de les orienter selon leur désir. Ce n'est pas la faute des technocrates européens que les représentations communes du patronat se sont installées à Bruxelles plus rapidement que les délégations des syndicats. Certes, l'hypothèque communiste a toujours été fort gênante, mais même les syndicats libres ont fait preuve d'une lenteur regrettable. Il a fallu des années afin de convaincre les centrales syndicales que l'action européenne à Bruxelles est pour elles d'une importance primordiale. Jusqu'à ce jour, la coordination européenne des syndicats nationaux, même en dehors des communistes, laisse fortement à désirer, et sur le plan pratique, l'action syndicale n'avance que timidement vers la dimension multinationale.

Retard social et aliénation.

A cette occasion, nous voudrions ouvrir une double parenthèse au sujet du progrès social, aussi bien sur son étendue que sur ses conditions. Ceux qui lient l'avenir de l'unification européenne à une politique sociale active et parfois même révolutionnaire, ceux qui s'opposent à cette unité européenne, parce qu'elle risque de ne pas avoir un aspect suffisamment social, partent de la conviction que tout ce qui a été fait jusqu'à présent dans le domaine social est scandaleusement insuffisant, que notre société de consommation est le symbole de l'injustice et de l'aliénation. Bien qu'une telle idée ne résiste à aucune analyse sérieuse, ses défenseurs trouvent des adeptes dans les milieux les plus divers, déjà parce qu'on risque d'être

classé comme réactionnaire si on la considère comme absurde, de telle sorte que leur théorie se transforme peu à peu en vérité, sinon acceptée, au moins passivement subie.

L'aliénation comprise dans le sens marxiste concerne à l'époque actuelle les rapports entre l'individu et la société et n'a strictement rien à faire avec le problème européen. Si l'on ne voulait réaliser l'unité européenne que le jour où toute aliénation - toujours d'après la conception marxiste - aura disparu, on devrait attendre probablement la fin du monde. On voit mal pourquoi certains et même beaucoup, ne veulent accepter qu'une Europe excluant toute aliénation, au moment même où cette aliénation est devenue monnaie courante dans les pays communistes. Cette expression est d'ailleurs un symbole de la démagogie. Tous ceux qui éprouvent quelques difficultés d'accepter la responsabilité de leur propre destin, se réfugient avec une facilité extraordinaire dans l'aliénation. La traduction française du mot employé par Marx — *Entfremdung* — est en tout cas fort arbitraire. D'après la notion allemande, l'individu risque d'être étranger à son monde, tandis que la traduction française est plus équivoque, car l'aliénation signifie aussi qu'on est étranger à soi-même ou - selon le dictionnaire Robert - « à la société, on est incapable de se conduire normalement. » Il est certain que la construction européenne en tant que phénomène communautaire ne saurait être une cause d'aliénation, à condition que la fuite dans une prétendue aliénation ne soit pas un alibi commode pour refuser la participation que cette Communauté Européenne offre à tous.

Quant au progrès social, il a incontestablement atteint un niveau jamais connu dans le passé. Certes, tous les problèmes sont loin d'être résolus, toutes les injustices sont loin d'être éliminées. Aucune société ne sera jamais parfaite. Ce qui importe, c'est le chemin parcouru et le développement ultérieur certain parce que conforme aux objectifs et surtout à la volonté de tous. Dans tous les pays européens, le revenu moyen est aujourd'hui sensiblement plus élevé qu'avant la dernière guerre mondiale, avec la quasi-certitude de se rapprocher peu à peu du niveau américain. Si le sort de la vieillesse et la formation professionnelle des jeunes laissent encore à désirer dans l'un ou l'autre pays, ils sont également sans le moindre doute meilleurs que dans le passé. Jamais, la conscience générale et surtout politique de la nécessité de la justice sociale n'a été aussi forte que dans notre époque. Il n'y a donc pas la moindre justification de subordonner l'évolution européenne à des exigences sociales.

La protestation contre une Europe marchande et technocratique n'est pas moins démagogique, surtout de la part de ceux qui accordent au social une priorité absolue. Toute politique sociale vise la répartition la plus juste du revenu national le plus élevé. La satisfaction de l'individu est en

premier lieu fonction du volume du revenu disponible. L'économie est donc la base même de l'action sociale. Par conséquent, il est insensé de revendiquer un plus grand progrès social en méprisant l'action économique et avec elle aussi bien l'Europe marchande que la société de consommation. On doit se demander quelle justification aurait l'unification européenne si elle ne permettait pas l'épanouissement économique de notre continent afin que ses habitants puissent bénéficier de la même prospérité individuelle que les Américains. C'est la tâche essentielle des forces politiques de mettre sur pied une Europe économique et politique, et c'est le devoir des forces sociales et culturelles de donner à ses cadres politique et économique par leur engagement et leur action un contenu culturel et humain. Ce serait de leur part une véritable abdication de demander à l'Etat, donc aux forces politiques, de remplir pour eux ce rôle au lieu d'empêcher que l'économie et le progrès technique se présentent comme les seules finalités de l'Europe.

L'opposition courante contre les technocrates n'est pas moins stérile. Toutes les expériences ont démontré que, quel que soit le régime politique, les technocrates sont indispensables pour assurer à l'économie et à l'administration publique un maximum de rendement et donc pour faire fonctionner les rouages compliqués du monde moderne. Toutes les expériences ont également prouvé que les technocrates ne jouent un rôle politique et antidémocratique que dans la mesure où les éléments politiques refusent — ouvertement ou tacitement — d'assumer leur responsabilité. Dans la mesure où les syndicats boudent l'Europe, ils ouvrent la voie à la technocratie. Elle est, en outre, condamnée à l'action politique chaque fois que la démagogie risque de s'imposer, non pas seulement contre le bon sens, mais aussi contre la réalité. Il est temps d'accepter la technocratie comme un rouage indispensable de notre système et de ne plus la considérer ni comme un épouvantail ni comme un alibi pour les anti-européens.

La passivité des bien-pensants.

La principale cause de ce qu'on peut appeler la déception européenne est la contradiction entre les professions de foi et l'action concrète, donc entre l'illusion et la réalité. On n'a pas encore compris qu'il ne suffit pas de proclamer une volonté politique, mais qu'on doit la pratiquer tous les jours afin qu'elle ait une véritable signification. Combien d'hommes politiques insistent sur la nécessité de l'unification européenne, mais ne trouvent pas nécessaire de prendre la moindre initiative ou d'introduire dans leur propre domaine des faits européens plus ou moins irréversibles. Chacun regarde les gouvernements, dont on attend tout et auxquels on reproche volontiers leur passivité. Or, il est parfaitement possible de faire

avancer l'Europe par des initiatives individuelles tous les jours dans de nombreux domaines extra-gouvernementaux. Les universités se distinguent à cet égard depuis de longues années par une indifférence fort regrettable, comme d'ailleurs les syndicats ouvriers. La démonstration la plus caractéristique de la situation est fournie par les parlementaires européens qui votent à Strasbourg des résolutions énergiques et qui n'entreprennent souvent rien à l'intérieur de leur parlement national pour obliger leurs gouvernements à leur donner suite. Dans trop de ministères nationaux, l'interdépendance européenne n'est pas encore comprise, de telle sorte que ces ministères continuent à évoluer dans un cadre strictement national et n'entreprennent rien pour faire avancer l'unification du continent. Bien que l'harmonisation de la législation se trouve à l'ordre du jour de la Communauté Européenne depuis 1958, les ministères de la Justice commencent seulement à mettre en œuvre quelques contacts et consultations européens. Les ministères du Travail ne sont guère plus avancés. La Santé, la Jeunesse et les Sports et même l'Education et la Culture sont de leur côté encore des domaines presque strictement nationaux, abstraction faite de quelques modestes tentatives bilatérales de rapprochement. De façon encore plus significative, l'idée d'un institut de documentation et de recherche pour l'enseignement universitaire, lancée en automne 1969 par le ministre français de l'Education nationale, est pratiquement restée sans écho. Par ailleurs, l'idée européenne n'occupe qu'une place modeste dans la formation scolaire et universitaire, sans parler de la presse, de la radio et de la télévision, qui n'accordent à l'information européenne dans le sens le plus large qu'une place réduite. Malgré toutes les rencontres franco-allemandes et malgré la réussite quantitative de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse et le développement considérable des jumelages, les deux peuples s'ignorent encore largement, n'ayant qu'une connaissance extrêmement superficielle et partielle de leurs problèmes réciproques. A l'insuffisance de l'information particulièrement marquée en France, surtout dans la presse de province, s'ajoute le refus incontestable de la masse d'absorber et d'assimiler l'information offerte. Même ceux qui participent à des rencontres internationales concentrent la majeure partie de leur intérêt sur leurs propres affaires, qui évoluent dans un cadre le plus souvent local et parfois national.

De même que l'évolution de la technique a été sensiblement plus rapide que celle de la mentalité des hommes, l'idée européenne n'a pas encore pénétré dans les esprits. Elle s'est tout simplement superposée aux conceptions nationales, qui gardent tout leur poids. Lorsque l'individu se trouve en face d'une situation, il réagit toujours encore avec sa mentalité nationale, sans se soucier *automatiquement* des répercussions européennes possibles.

Beaucoup estiment - avec raison - que l'unification européenne équivaut à une véritable révolution, impliquant une transformation profonde des structures, des mécanismes administratifs et aussi des habitudes individuelles. Or, personne n'ignore que notre société est dans sa grande majorité antirévolutionnaire, qu'elle défend avec acharnement les traditions et surtout les situations acquises. Toute réforme se heurte à des résistances parfois imprévisibles, même de ceux qui sont censés d'en profiter. Tout ce qui est neuf est suspect. Une société établie jouissant après des périodes extrêmement difficiles et troublées d'un niveau de vie relativement élevé n'admet par instinct qu'une évolution lente et des réformes prudentes. Comment s'attendre dans ces conditions à des progrès rapides de la construction européenne, à des véritables bouleversements susceptibles d'intégrer des Etats nationaux solidement structurés dans une puissante fédération européenne imaginée audacieusement avec une bonne dose de dilettantisme par des penseurs européens ?

Rien ne démontre mieux les limites malheureusement encore étroites de l'esprit européen que le recours immédiat à l'autorité nationale de la part de tous les groupes d'intérêt, des agriculteurs aux industriels, des étudiants aux ouvriers, dès qu'ils ont l'impression d'être lésés par une décision européenne. Personne ne veut réellement lâcher le moineau national qu'il tient entre ses mains en faveur de la belle colombe européenne qui voltige sur le toit de l'avenir. Cette image est même au-dessous de la réalité, car presque tous voient dans la politique nationale la proie, dans l'Europe pas plus que l'ombre ou, pour être plus élégant, le beau rêve d'une bonne nuit de sommeil, en trouvant tout naturel de se replonger au réveil dans les affaires strictement nationales. Nos militants européens insistent avec raison sur la nécessité de faire l'Europe non pas seulement avec les gouvernements et les technocrates, mais surtout avec le peuple. Or, si ce peuple n'est dans sa majorité certainement plus hostile à l'unité européenne et si l'on peut même dire que le peuple est disponible pour des réalisations européennes d'une très grande envergure, il est loin d'être suffisamment sensibilisé afin d'inclure l'unification du continent dans ses préoccupations politiques quotidiennes.

Le poids de la bureaucratie nationale.

Cette passivité et cette indifférence ne sont pas surprenantes, car la bureaucratie nationale pèse encore beaucoup plus lourdement sur les citoyens que l'appareil de la fragile superstructure européenne. C'est la bureaucratie nationale qui personnifie pour le citoyen l'Etat et la réalité politique. Il n'est pas certain que l'élection d'un parlement européen au

suffrage universel direct apportera des changements importants, étant donné que dans la société moderne, la bureaucratie a beaucoup plus d'importance que les parlements. Il est sans doute beaucoup plus urgent de multiplier dans tous les domaines et à tous les échelons les instances européennes afin de mettre les citoyens en face de réalités européennes tangibles, tandis que la politique telle qu'elle se présente actuellement, y compris l'élection directe du parlement, ne représente pour eux qu'une idée.

Ne négligeons pas non plus l'opposition souvent inconsciente des bureaucraties nationales de tous les pays contre l'Europe, parce que chacun défend avec acharnement ses compétences, son domaine d'action et finalement sa raison d'être. L'expérience quotidienne prouve qu'il est plus aisé de faire renoncer les gouvernements à des parcelles de souveraineté nationale que d'imposer à la bureaucratie une véritable collaboration européenne qui aura pour conséquence un déplacement des fonctions des appareils nationaux vers les institutions européennes. Dans toute une série de questions pratiques et essentielles pour la consolidation de l'Europe, comme par exemple le brevet européen, la loi sur les sociétés, l'harmonisation d'un grand nombre de règlements techniques, les derniers problèmes délicats du droit d'établissement, etc., le tâtonnement des experts nationaux et leur résistance souvent subconsciente contre l'abandon de leurs pouvoirs constituent un obstacle plus sérieux que l'incompréhension des ministres. D'autres difficultés résultent du fait que les structures des pouvoirs nationaux ne sont souvent pas comparables à l'intérieur de la Communauté Européenne. Cette différence est particulièrement frappante et gênante dans le domaine de l'éducation et de la culture, dans lequel une trop forte centralisation française s'oppose à une trop forte décentralisation allemande. On a aussi tendance à négliger le fait qu'en face de propositions européennes, les pouvoirs centralisés réagissent autrement que les pouvoirs fédéraux, qui vivent quotidiennement dans une atmosphère de limitation ou de contestation de la souveraineté interne, ce qui ne veut nullement dire qu'ils abandonnent dans tous les cas plus facilement une parcelle de leur souveraineté externe que les pouvoirs centralisés. L'Allemagne est ainsi à présent plus méfiante envers l'eupéanisation de la politique régionale que la France, tandis que le gouvernement italien se demande si une telle eupéanisation ne comporte pas un trop grand risque pour l'autorité future interne de son gouvernement central. Il nous paraît utile d'attirer l'attention sur ces données, bien qu'elles ne soient pas capitales, afin de faire comprendre que l'unité européenne ne pourra jamais être imposée à partir d'une conception idéologique et intellectuelle globale, mais qu'elle devra être patiemment construite avec les matériaux parfois disparates, fournis par les réalités nationales.

Par ailleurs, les impatients de l'Europe n'attachent pas assez d'importance aux oppositions extérieures. Ce n'est un secret pour personne que depuis la mise en œuvre du plan Schuman, la Grande-Bretagne s'est efforcée avec plus ou moins d'intensivité et par de multiples canaux de freiner les progrès européens, principalement pour ne pas être obligé de faire un choix entre l'Europe et l'Amérique. Un jour, on décrira peut-être en connaissance des documents diplomatiques les conséquences de ces innombrables interventions britanniques dans les diverses capitales de la Communauté Européenne et notamment à La Haye et à Rome.

L'action américaine a été plus discrète et aussi plus contradictoire, car les Etats-Unis ont toujours favorisé la construction européenne pour des considérations politiques, mais ils sont néanmoins intervenus à différentes reprises contre les projets de collaboration économique, surtout dans le domaine de la technologie avancée. Enfin, il y a l'opposition communiste avec ses innombrables ramifications. Certes, l'Union Soviétique n'a jamais pu empêcher une réalisation européenne, mais il est certain que le climat politique aurait été sensiblement plus favorable pour un certain nombre d'initiatives, si en France et en Italie les éléments antieuropéens n'étaient pas certains de pouvoir compter sur l'appui des communistes. D'autre part, s'il n'y avait pas un veto à peine camouflé de l'Union Soviétique, l'Autriche serait depuis longtemps associée au Marché commun et peut-être même membre. Comme pour la Grande-Bretagne et à moindre degré pour les Etats-Unis, une étude approfondie s'impose sur l'interdépendance entre l'attitude antieuropéenne des communistes et certaines lenteurs dans la construction européenne.

L'atmosphère européenne a, enfin, souvent été brouillée par des conceptions nébuleuses d'une plus grande ou d'une très grande Europe, les uns étendant leur rêve de l'Atlantique à l'Oural, les autres d'une manière encore plus grandiose de San Francisco à Wladiwostok, d'autres, enfin, du Cap Nord jusqu'en Sicile et de Londres à Vienne. Une fois de plus, les illusions ont obscurci les réalités. Ceux de tout bord, des militants fervents jusqu'aux antieuropéens acharnés, qui pendant des années ont parlé avec mépris, pitié ou regret de la petite Europe, ont sensiblement retardé la vulgarisation populaire de l'idée européenne, car le doute exclut la foi et la conviction de l'imperfection l'indispensable enthousiasme. Il n'est pas encore trop tard pour concentrer les efforts sur la construction d'une Europe géographiquement et politiquement possible et de considérer son élargissement ultérieur non pas comme une condition, mais comme une consécration de sa réussite. Le moment est venu de libérer l'Europe et les Européens de leur complexe d'infériorité, en les faisant saisir la réalité rassurante du poids économique, culturel et même politique de cette

Communauté à six qui est sans doute loin d'être achevée, mais qui représente déjà une œuvre respectable et d'ailleurs fort respectée à travers le monde, en Afrique aussi bien qu'en Amérique et surtout dans l'Est européen, qui voit en face de l'Union Soviétique dans cette Communauté Européenne le plus solide espoir d'obtenir peu à peu une plus grande liberté.

